



## *Brèves européennes Les pères de l'Europe*

### Introduction

*Lors du Conseil européen de Milan en 1985, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'instaurer le 9 mai comme «Journée de l'Europe» : cette Journée célèbre la déclaration prononcée le 9 mai 1950 par Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, qui a lancé, cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'appel fondateur de la construction européenne, annonçant la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).*

Sept pères fondateurs, indissociables des premières étapes pour une construction naissante – la CECA – appelée à un grand avenir – l'Union européenne :

- Robert Schuman pour sa Déclaration du 9 mai 1950,
- Jean Monnet, son inspirateur
- le premier président de la Haute Autorité de la CECA, Konrad Adenauer, le chancelier allemand, qui a fait adhérer au projet la jeune RFA,
- Alcide De Gasperi, président du Conseil italien,
- Paul-Henri Spaak, premier ministre belge,
- Johan Willem Beyen, premier ministre des Pays-Bas,
- Joseph Bech, le chef du gouvernement luxembourgeois.

Mais l'idée d'une Europe unie n'était pas neuve : Aristide Briand et Richard Nikolaus de Coudenhove-Kalergi notamment, mais aussi, plus loin, Victor Hugo, avec son célèbre discours sur les «Etats-Unis d'Europe», le 21 août 1849 au Congrès de la Paix.

**Mai 2013**

Sans oublier Winston Churchill, qui, dans son «discours à la jeunesse étudiante» à l'université de Zurich en 1946, exprima sa vision d'une Europe unie comme remède aux passions nationalistes de l'Europe.

D'autres, après eux, ont également joué un rôle majeur dans cette construction européenne :

- l'Allemand Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne, en 1958,
- l'Italien Altiero Spinelli, intellectuel et homme politique, auteur du *Manifeste de Ventotene* et inspirateur d'un projet de traité sur l'Union européenne en 1984,
- **et Jacques Delors, président charismatique de la Commission européenne dans les années 1980 et 1990.**

***Chacun de ces hommes a une histoire, des opinions, une trajectoire différentes :  
pourtant à un moment où à un autre, tous se sont ralliés à l'idée d'unité européenne.***

Dès lors, peut se poser la question :

*«Comment expliquer qu'un certain nombre de personnalités, d'hommes d'Etat de premier plan aient pris le risque de s'engager au lendemain du second conflit mondial dans un processus de construction d'une Europe que la plus grande partie d'entre eux voyaient unie ?»*



Jean Monnet

## **Les motifs de l'engagement européen**

### ***A - Une volonté commune de réconciliation des Européens***

***Les Pères de l'Europe partagent une même volonté de pacification de l'Europe non pas par l'équilibre des puissances, comme après le Congrès de Vienne de 1815, mais par la réconciliation des nations européennes.***

***Nombre d'entre eux ont grandi à proximité de frontières, parfois mouvantes, comme Robert Schuman, né Allemand à Luxembourg qui devient Français après le rattachement de la Moselle à la France, ou Alcide de Gasperi, qui commence sa carrière politique au parlement autrichien d'Innsbrück pour la terminer comme président du Conseil des ministres italien.***

**Mai 2013**



Joseph Bech, Paul-Henri Spaak et Johan Willem Beyen dirigent les pays du Benelux, une union douanière constituée pour repousser les frontières trop étroites de ses membres.

Enfin Konrad Adenauer est originaire de Cologne, la grande ville la plus à l'ouest d'Allemagne, proche de la Sarre et de la Ruhr, des régions qui furent sujet de disputes entre les pays d'Europe au lendemain des deux conflits mondiaux.

***De plus, tous ont subi et combattu le totalitarisme nazi ou la dictature fasciste.***

Alcide de Gasperi est emprisonné pour son opposition à Mussolini en 1927, sort que subissent également, face au nazisme, Konrad Adenauer en 1934 et 1944 et Robert Schuman en 1940. Joseph Bech est contraint à l'exil avec son gouvernement, de même que Beyen qui prend la route de l'exil en 1940, suite à ses relations conflictuelles avec l'administration nazie lorsqu'il occupe la fonction de directeur d'Unilever.

***De cette période, les Pères de l'Europe retirent une conviction : la paix passera par la réconciliation des peuples.***

Dès 1946, Konrad Adenauer, dans une Allemagne défaite, sans Etat, toujours divisée en zones d'occupation, pense la place du peuple allemand dans l'Europe nouvelle : ***«L'Europe ne sera possible que si une communauté des peuples européens est rétablie, dans laquelle chaque peuple fournit sa contribution irremplaçable, insubstituable à l'économie et à la culture européennes, à la pensée, la poésie, la créativité occidentales» (Konrad Adenauer, Discours de Cologne, 24 mars 1946, devant l'Union chrétienne démocrate de la zone d'occupation britannique).***

Cette même idée que l'unité des Européens est une nécessité pour le maintien durable de la paix est au cœur de l'acte fondateur de la construction européenne, la Déclaration du 9 mai 1950 : ***«La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques» (Robert Schuman, Déclaration du 9 mai 1950).***

Alcide De Gasperi, faisant face aux sénateurs communistes italiens, opposés au projet, l'énonce encore : ***«La raison [de ce projet] est le besoin de trouver une façon d'arrêter la menace d'un retour du militarisme allemand et corriger l'erreur faite à l'époque de Poincaré quand on pensait qu'occuper la Ruhr était la solution» (Alcide De Gasperi, Discours devant le Sénat italien, 15 mars 1952).***

Enfin, en 1952, quelques semaines après la mise en place des institutions de la CECA, Jean Monnet explique à la presse américaine : ***«Aussi longtemps que l'Europe restera morcelée, elle restera faible, et sera une source constante de conflits. [...] Avec le plan Schuman et avec l'armée européenne<sup>2</sup>, nous avons posé les fondations sur lesquelles nous pourrions construire les États-Unis d'Europe, libres, vigoureux, pacifiques et prospères.» (Jean Monnet, Discours devant le National Press Club, 30 avril 1952, Washington).***

## ***B - Une Europe unie sera une Europe prospère***

Dès l'entre-deux-guerres, l'idée d'une union économique de l'Europe est avancée, notamment par les milieux industriels.

Créer une union douanière européenne serait pour les industries une manière d'obtenir de nouveaux débouchés, permettant de produire en plus grande quantité et donc à moindre coût (économies d'échelles).

La solution envisagée est l'organisation de cartels internationaux sectoriels, comme l'Entente internationale de l'Acier, créée en 1926.

L'idée d'union douanière est en particulier portée par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, qui ont déjà mis en place ce type d'organisation entre eux : l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), créée en 1921 entre la Belgique et le Grand-duché, avec levée des frontières et parité des monnaies, et le Benelux, dont la convention est signée le 5 septembre 1944, avant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'expérience de Joseph Bech en particulier sera précieuse lors des négociations du traité de Paris en 1951 puis des traités de Rome en 1957.

Ayant du lors de son premier mandat de chef du gouvernement, en 1925, gérer les conflits causés par les dysfonctionnements techniques de l'UEBL, il envoie pour négocier les traités des délégations composées de praticiens et d'industriels autant que de diplomates ; les négociations ne perdent pas de vue le besoin essentiel des entreprises : élargir les marchés à la fois pour l'écoulement des marchandises et l'approvisionnement en matières premières.

Le traité sur la Communauté européenne de défense (CED) est signé le 27 mai 1952 et sera abandonné après son rejet par l'Assemblée nationale française en 1954, sous l'effet d'un double vote négatif des députés gaullistes et communistes.

Le diagnostic reste le même après le second conflit mondial : le protectionnisme est vu comme le responsable des rivalités économiques et comme l'un des facteurs de la marche vers la guerre.

***«Nous avons acquis, par la démonstration des faits, que les nations, loin de pouvoir se suffire à elles-mêmes, sont solidaires les unes des autres ; que le meilleur moyen de servir son pays est de lui assurer le concours des autres par la réciprocité des efforts et par la mise en commun des ressources».***

Ainsi, si la rivalité pour les ressources économiques, notamment dans les bassins industriels du nord de la France et de la Ruhr, a mené à l'affrontement d'abord diplomatique puis militaire, leur mise en commun mènera à la coopération, d'abord industrielle, puis politique.

Enfin, le choix du marché commun en Europe de l'Ouest est presque concomitant avec l'instauration en Europe de l'Est du modèle d'économie planifiée, sous l'empire de l'Union soviétique, symbolisée par la création en 1949 du Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM, ou COMECON).

**Ce modèle d'économie centralisée et planifiée agit sur les gouvernements occidentaux comme un repoussoir au moment de réorganiser les économies, et le protectionnisme n'étant plus une option, le libre-échange apparaît comme le seul modèle économique viable**



**Des Pères fondateurs unis par une tendance politique dominante : la démocratie Chrétienne**

*Les partis démocrates chrétiens dans les différents pays d'Europe ont joué un rôle majeur dans la fondation de l'Europe unie. Issue de l'universalisme chrétien, l'idée d'unification, en particulier celle de l'Europe, traverse toutes leurs conceptions concernant la politique extérieure.*

La démocratie chrétienne invite au dépassement du fait national avec l'objectif d'éliminer les conflits engendrés par leurs divisions.

Dès l'entre-deux-guerres, des initiatives de coopération sont lancées entre les formations démocrates chrétiennes des pays d'Europe, comme le Secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne (SIPDIC).

Dans les années 1945-1950, la démocratie chrétienne joue un rôle majeur car elle apporte une réponse à deux menaces : celle de la guerre, dont le souvenir est encore douloureux, en répondant notamment à la question allemande ; et celle du communisme, se posant en alternative à l'internationalisme socialiste.

Au début des années 1950, ces atouts font des partis démocrates chrétiens des forces politiques majeures dans les systèmes politiques des six Etats adhérant à la CECA.

Cette puissance politique est ce qui a donné aux fondateurs les moyens d'agir : «les pères fondateurs [...] sont les véritables metteurs en scène de l'unité européenne sur la scène publique parce qu'ils ont pu accéder au cercle magique du pouvoir qui leur a donné la force de transformer la vie politique».

Il est possible de dire que le succès de la proposition de Robert Schuman, membre du MRP, le 9 mai 1950 tient aussi au fait qu'il a adressé cette proposition à des responsables qui, comme lui, se réclamait majoritairement de la démocratie chrétienne, notamment Konrad Adenauer, chef de file de la CDU et Alcide De Gasperi, fondateur de la Démocratie chrétienne italienne.

*Au-delà de la seule intégration économique, Adenauer, De Gasperi et Schuman partageaient une vision fédérale de l'Europe, de même que leurs partis.*

La démocratie chrétienne fut ainsi la première force politique à se doter d'un groupe parlementaire uni au sein de l'Assemblée de la CECA, manifestant ainsi l'importance qu'elle accordait aux institutions supranationales.

Le projet de Communauté européenne de défense est une occasion pour les dirigeants démocrates-chrétiens d'avancer leur projet d'intégration politique. Ainsi De Gasperi défendit-il, le 10 décembre 1951, un programme d'unification politique fédéraliste, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Ce programme fut soutenu par Adenauer et Schuman, mais fut rejeté par les Premiers ministres belge Paul van Zeeland et français Georges Bidault.

«L'enterrement de la CPE et l'échec de la CED peuvent apparaître comme une défaite de la démocratie chrétienne à laquelle ces Communautés s'identifient plus que les autres réalisations des années 1950.»

*Les dirigeants démocrates-chrétiens seront cependant les principaux acteurs de la relance de la construction européenne lors de la Conférence de Messine de 1955, qui aboutira à la signature des Traités de Rome du 25 mars 1957 et à la création de la Communauté économique européenne (CEE) et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou EURATOM).*

## Conclusion

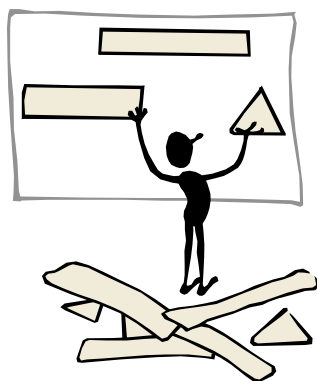
*Nombreux sont les facteurs qui ont amené les Pères de l'Europe à se retrouver dans la proposition de Robert Schuman le 9 mai 1950.*

Tous partageaient une même expérience des guerres, des effets négatifs et pervers du protectionnisme et de la politique d'affaiblissement de l'Allemagne portée par le Traité de Versailles de 1919.

Mai 2013

Tous ont partagé aussi une même vision du chemin à suivre pour que l'Europe renoue avec la prospérité, et une orientation politique proche, chez chacun d'entre eux, des idéaux universalistes de la démocratie chrétienne.

*Ces expériences communes ont implanté chez ces hommes d'Etat la vision d'une Europe unifiée par l'économie vecteur de paix, organisée par la coopération entre les Etats et les peuples et un jour achevée par l'unité politique.*



*Mais, depuis 2007, les attitudes des Européens à l'égard de l'Union européenne n'ont cessé de se dégrader. Image, confiance, optimisme dans l'avenir de l'Union, ces trois indicateurs de l'Eurobaromètre ont enregistré des chutes sévères.*

Du 22 au 25 mai 2014, les Européens seront de nouveau appelés aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement européen. Au-delà du nouveau rapport de force politique qui émergera du scrutin, le taux d'abstention est l'une des principales interrogations de ces élections : en effet, depuis les premières élections européennes en 1979, la participation n'a fait que décroître, passant de 62% à 43% en 2009.

L'évolution récente de plusieurs indicateurs de soutien à l'Union européenne incite plutôt au pessimisme : en effet, l'opinion des Européens à l'égard de l'Union n'a jamais été aussi mauvaise.

Au moment d'expliquer cette détérioration de l'opinion, qui s'aggrave, et du raidissement des Etats, qui font resurgir les anciennes querelles, il est aisé de mettre en avant immédiatement la crise financière et économique et son corollaire, le marasme dans lequel se débat l'Europe depuis le début de la crise ?

**Mais une analyse nationale démontre que les déterminants des attitudes à l'égard de l'Europe ne sont pas uniquement économiques. De plus en plus d'Européens sont tentés par une forme de repli national : ce phénomène est manifestement lié à la dégradation du soutien à l'Union européenne** (plus marqué dans les pays du Sud).

Plus préoccupante, cette dégradation est plus prononcée dans les catégories, qui sont a priori les plus europhiles : les jeunes actifs, les cadres et les plus diplômés.

**Mai 2013**

*Par ailleurs, l'image de la mondialisation s'est particulièrement dégradée dans les catégories les plus exposées au chômage : les jeunes actifs (-17 points de l'indice d'accord chez les 25-39 ans), les ouvriers (-18) et les chômeurs (-18).*

La crise semble avoir érodé l'image de la mondialisation : ses aspects négatifs, notamment l'exposition qu'elle engendre à une concurrence accrue des pays émergents, apparaissent plus nettement aux citoyens européens. Une majorité des Européens continue cependant encore à la voir de manière positive.

Ce n'est pas le cas pour l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays : le dernier a eu lieu le 1er janvier 2007, lorsque l'Union européenne est passée de 25 à 27 Etats membres avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie.

Interrogés quelques mois après, au printemps 2007, près de la moitié des Européens se montraient favorables à l'élargissement futur de l'Europe à d'autres pays dans les années à venir (49% pour, 39% contre).

*Depuis, ce soutien n'a cessé de perdre du terrain dans l'opinion publique : à l'automne 2012, l'opinion s'est inversée dans des proportions presque identiques avec 38% pour, mais 52% opposés à un nouvel élargissement.*

Quel point commun est-il possible de trouver aux reculs simultanés des opinions favorables à l'égard de la mondialisation et de l'élargissement ?

Il semblerait que se dessine une tendance de l'opinion publique européenne à une certaine crispation à l'ouverture sur les autres : en d'autres termes, une tentation du repli sur soi. Comme si, durement frappés par la crise, de nombreux Européens avaient le réflexe de se tourner vers le cadre politique jugé le plus protecteur, à savoir l'Etat, et considéraient que c'est de manière individuelle qu'ils allaient trouver les solutions pour sortir de la crise.

D'ailleurs, si une majorité d'entre eux continue de penser que c'est en prenant des mesures coordonnées avec les autres Etats membres qu'ils seraient mieux protégés face à la crise, la proportion qui estime au contraire que le salut est dans les solutions nationales est passé de 26% en janvier 2009 à 38% en mars 2012.

Pour tenter de restaurer ce soutien, l'Union européenne doit plus que jamais agir et montrer qu'elle est aux côtés des citoyens européens.

D'ailleurs, l'analyse nationale renforce la quasi-unanimité de ce sentiment d'une Union qui, finalement, serait assez protectrice dans le contexte économique actuel : dans 26 Etats membres, une majorité de personnes interrogées estime que pour faire face à l'avenir, il est préférable que leur pays soit dans l'Union européenne.



Les plus hauts niveaux sont atteints au Danemark (77% pas d'accord avec la proposition « NOTRE PAYS) pourrait mieux faire face au futur s'il/ elle était en dehors de l'UE »), aux Pays-Bas (75%) et au Luxembourg (74%). Seule exception à la règle, et sans surprise, les Britanniques sont majoritairement convaincus qu'ils s'en sortiraient mieux en dehors de l'Europe.

**Le vrai débat est celui qui permettra de présenter deux visions de l'Europe différentes, en mai 2014.**

**Souhaitera-t-on la continuité des politiques conduites en Europe depuis une décennie ou s'engagera-t-on vers une réorientation des politiques, vers la croissance et l'emploi ?**

Mais, le traitement de l'actualité s'attache souvent aux éléments de crise plutôt qu'aux avancées positives... Certaines prises de position publiques de responsables politiques eurosceptiques concourent à rendre l'Europe coupable de maux dont elle n'a pas toujours l'initiative, sans expliquer les coûts de la non-Europe.

Evidemment, cette tendance progresse dans l'opinion publique à cause de la crise. C'est donc, là aussi, la situation économique qui affecte le soutien à l'Union européenne : non pas de manière directe et instantanée, mais par le biais d'autres dimensions secondaires.

En d'autres termes, si les opinions négatives sur l'Europe sont en hausse, ce n'est pas exclusivement parce que la situation économique est mauvaise, mais parce que cette situation économique engendre d'autres phénomènes d'opinion, qui influencent, eux aussi, le soutien à l'Union européenne de manière négative.

Quoi qu'il en soit, l'Union est toujours considérée comme l'acteur le plus à même d'agir de manière efficace pour faire face à la crise. Mais cette première place induit également une certaine responsabilité à l'Union, voire même un devoir : celui d'agir. Les Européens souhaitent en effet voir l'Europe prendre des actions pour soutenir les citoyens qui sont de plus en plus nombreux à subir directement les conséquences de la crise. Et c'est évidemment dans la lutte contre le chômage et le soutien aux populations les plus précarisées que l'Union est la plus attendue.

**L'Union doit apparaître « au travail », sur le terrain, au plus près des citoyens.**

**L'Europe n'a pas oublié le grand dessein que portaient ses pères fondateurs.**

**Elle reste encore une construction désirée.**

*L'Union doit donc agir en jouant un rôle protecteur et de soutien aux citoyens : en effet, c'est sur le plan social qu'elle est d'abord attendue.*

*Pour plus de la moitié des Européens, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être la première priorité pour le Parlement européen (53%).*



Cette demande citoyenne est très loin devant la coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales (35%), une politique de l'agriculture respectueuse de l'environnement et contribuant à l'équilibre alimentaire mondial (30%), et la lutte contre le changement climatique (28%).

Les autres dimensions sont citées par moins d'un quart des personnes interrogées.

Chaque fois que cette question a été posée, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'est imposée, de très loin, comme la première priorité des Européens.

Dans les premiers mois après son démarrage, en septembre 2008, la crise a pu « apparaître comme assez lointaine », une sorte d'événement assez abstrait, qui concernait surtout le monde de la finance, les banquiers et les traders.

Mais dorénavant, la crise est là, réelle et concrète. La population est touchée très directement ; le chômage n'a jamais été aussi fort dans l'Union européenne, et est, d'assez loin, la préoccupation n°1 des Européens.

*Et c'est donc sur ces sujets sociaux, avant toute chose,  
que l'Union européenne est attendue.*

**En somme, réaliser cette construction désirée et un grand dessein pour l'Europe que  
portaient ses pères fondateurs**



M  
N

Toute l'information professionnelle et syndicale sur : <http://itefa.unsa.org>